



# La transition du pouvoir, la Chine et l’Afrique, la santé mondiale, le génocide, l’Opération Serval et le partenariat indo-américain

Compte tenu de la montée fulgurante de la Chine, l’émergence d’autres puissances importantes et les grandes redistributions dans l’équilibre mondial du pouvoir, le professeur Carsten Rauch argumente dans « *Au-delà de la paix et de la guerre : vers une typologie des transitions de pouvoir* » que la théorie de la transition de pouvoir (TTP) est redevenue un facteur intellectuel important. Bien que soulignant les dangers inhérents à la transition du pouvoir, la TTP reconnaît qu’elles pourraient aboutir à la paix aussi bien qu’à la guerre. La gamme de ces transitions, ou les meilleures situations de ces transitions, est encore plus large. L’auteur estime que la TTP devrait être modifiée par une variable qui saisit la volonté des puissances montantes de s’engager à changer le statu quo. En outre, il est nécessaire non seulement de se concentrer sur le(s) pouvoir(s) en croissance mais aussi de tenir compte de la puissance dominante. Cela prolonge la transition dichotomique du pouvoir pacifique / non pacifiques à une typologie de transition du pouvoir plus complexe et réaliste qui devrait être employée lorsque l’on évalue les perspectives des changements du pouvoir actuel.

Dans « *La vision du monde de la Chine et les représentations de son engagement en Afrique* », le Dr Earl Conteh-Morgan suggère que les relations de la Chine avec l’Afrique a généré des discours à la fois positif et négatif. Il utilise un certain nombre de sources – des articles, des discours officiels, et des documents politiques, entre autres – pour comparer et confronter les représentations du rôle de la Chine sur le continent. Conteh-Morgan observe que le discours sur l’engagement de la Chine provient : 1) des différences de visions du monde de l’Occident et de la Chine ; 2) de la menace perçue que la Chine représente pour le statut hégémonique de l’Occident en Afrique ; 3) du manque d’engagement de la Chine à certains régimes internationaux ; 4) du fait que la Chine pourrait fournir un modèle de développement alternatif qui n’est pas fondé sur des valeurs démocratiques libérales ; et 5) des projets d’infrastructures tangibles que la Chine a réalisés en Afrique.

L’article du professeur Annamarie Bindenagel Šehović, « *Où sont les droits ? Où est la responsabilité ? Qui sert la santé publique mondiale ?* », soutient qu’il existe une tension inhérente entre les droits et les responsabilités. À qui et quels droits doivent être protégés ? Qui ou quelle entité

est responsable de veiller sur ces droits ? Qui agit, et comment, pour la santé publique (globale) ? Malgré des décennies de défense de ces droits et de leur acceptation – promus et solidifiés dans le domaine de la santé publique par les progrès à l'accès aux services de santé publique – ces questions restent largement sans réponse.

Dans « *Le printemps sud-africain, l'hiver rwandais : pourquoi avril 1994 éclaire les limites de l'analyse politique quand il s'agit de prédire un génocide* », le Dr Arthur Gilbert et Kristina Hook étudient « le printemps » et « l'hiver » mentionnés ci-dessus, affirmant que malgré les différences initiales des deux enquêtes, chacune affirme les conséquences catastrophiques qui auraient suivi un scénario hypothétique d'un assassinat des élites de l'Afrique du Sud. Par conséquent, des critères génocidaires supplémentaires doivent coexister avec les systèmes de leadership et de politiques. La publicité internationale a-t-elle créé une dynamique contre le génocide en Afrique du Sud ? Est-ce que les variables économiques encouragent la réconciliation, étant donné une pauvre économie fondée sur l'agriculture au Rwanda et des bases industrielles développées en Afrique du Sud ? Quelles dissemblances existaient sous l'apartheid par rapport aux divisions ethniques encouragées par le système colonial ? Quel rôle a été joué par l'absence relative ou la prédominance des craintes d'une invasion extérieure (l'Afrique du Sud et le Rwanda, respectivement) ? Ce n'est qu'en cherchant au-delà des personnalités et de la politique qu'on peut comprendre pourquoi avril 1994 a inauguré deux complètement différentes époques et comment ce fait façonne les cadres génocidaires.

L'article du lieutenant-colonel Stéphane Spet, « *L'Opération Serval : une analyse de la stratégie française contre les djihadistes au Mali* », nous informe que Serval avait accompli les objectifs limités fixés par le président français pour libérer le nord du Mali. Il explique cette victoire initiale contre les terroristes dans le Sahel en termes d'adhérence aux principes stratégiques : d'abord, une direction politique claire façonnée au niveau politique le plus élevé, en se basant sur une bonne compréhension de la situation et de ses causes pour éviter les pièges politiques ; deuxièmement, une combinaison de l'économie des moyens, de l'initiative et de la concentration des forces déployées dans l'utilisation des forces spéciales dans le mentorat des forces militaires locales, soutenues par la puissance aérienne pour suivre et détruire l'ennemi et affaiblir sa volonté de combattre ; troisièmement, la pleine utilisation des troupes sur le terrain non seulement pour garder l'initiative sur les territoire conquis par les forces spéciales et la campagne aérienne, mais aussi pour concentrer des forces massives sur la faiblesse de l'ennemi lors de l'assaut final contre le bastion djihadiste ; et, finalement, la mise en place d'une stratégie de sortie pour éviter un bourbier. La France a bénéficié de nombreux avantages contextuels, y compris sa connaissance de la zone d'opération, le soutien des pays voisins du Mali, l'absence de soutien de la population malienne à l'ennemi, la proximité de bases avancées françaises en Afrique et la géographie optimale pour ce genre d'opération militaire.

Dans « *Construire un partenariat entre les États-Unis et l'Inde : Explorer le potentiel de la puissance aérienne* », le Dr Adam Lowther et la Dr Pillai Rajeswari Rajagopalan examinent les possibilités actuelles et futures de la Force aérienne des États-Unis et celle de l'Inde de collaborer au développement de la diplomatie aérienne comme moyen de création de partenariats. En suggérant que la puissance douce joue un rôle important dans la réalisation des objectifs américains et

indiens dans la région Asie-Pacifique, les auteurs proposent un certain nombre d'exemples qui illustrent comment les initiatives du pouvoir de persuasion entre les deux forces aériennes ont contribué à renforcer les relations indo-américaines. Ils identifient également des initiatives complémentaires représentant des options possibles pour élargir la diplomatie aérienne.

Rémy M. Mauduit, Éditeur  
*Air and Space Power Journal—Afrique et Francophonie*  
Maxwell AFB, Alabama